

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Tunisie > A gauche (Tunisie) > **Non à la répression des revendications sociales au non de la résistance à (...)**

Déclaration

Non à la répression des revendications sociales au non de la résistance à la violence salafiste !

samedi 16 juin 2012, par [LGO](#) (Date de rédaction antérieure : 13 juin 2012).

La violence salafiste a connu une métamorphose qualitative durant les derniers événements en termes de degré d'organisation et de synchronisation des actions dans plusieurs endroits et régions, et en fonction de l'ampleur de la terreur et violence, qui ont visé les locaux régionaux de l'Union régionale (UGTT), du Mouvement des Patriotes démocrates et du Parti républicain à Jendouba après le succès populaire de la grève générale dans cette wilaya combative. La violence acharnée n'a pas épargné les institutions et les entreprises publiques, frappant tribunaux, commissariats et agents de police et des équipements de la Protection civile dont la facture sera payée par les gens d'en bas.

Comme nous l'avons signalé en d'autres occasions, nous soulignons que ces groupes continuent à terroriser et à intimider les citoyens car ils jouissent du feu vert du gouvernement et de sa protection sécuritaire et judiciaire depuis des mois. La coïncidence de la dernière vague de terreur avec la radicalisation des mouvements de protestation dans tout le pays et l'échec des visites gouvernementales dans la plupart des régions nous conduits à nous interroger sur l'utilisation de ces groupes et l'intérêt qu'a le gouvernement d'ainsi faire paraître le mouvement En-nahdha comme un courant modéré. Nous nous posons aussi la question sur l'intérêt qu'a le gouvernement En-nahda de dénigrer les luttes populaires dans les régions marginalisées et les secteurs exploités qui revendiquent le droit à l'emploi, à la dignité et à la liberté, et ce, en lançant et attisant des fausses batailles entre croyants et non-croyants — batailles qui n'ont rien à voir avec les causes décisives pour la population, à savoir la justice régionale et sociale, la démocratie locale, les libertés civiles inconditionnelles, et qui, en outre, menacent le droit de protester et de poursuivre la révolution en utilisant la loi d'urgence pour étouffer le processus révolutionnaire.

Ce gouvernement a confirmé son échec absolu à tous les niveaux dans un climat de scandales successifs dont le dernier en date, les fuites à l'examen du baccalauréat, dans une tentative de porter atteinte à la crédibilité de l'enseignement républicain et de préparer le terrain pour le retour des formes de scolarisation médiévales et l'élimination progressive de certains acquis modernistes de l'enseignement en Tunisie. Devant son échec, le gouvernement, comme d'habitude, veut faire porter le chapeau à l'« extrême gauche » en l'accusant d'extrémisme et d'être responsable de ces événements, pour esquiver ses responsabilités en tant que gouvernement et se soustraire à ses devoirs en matière de protection des citoyens et des entreprises et institutions publiques. Mais aussi pour escamoter son incapacité économique, sociale et politique à gérer cette étape. Il assimile le terrorisme de l'extrémisme religieux, qui terrifie les citoyens et ravage les entreprises publiques, aux positions de la gauche révolutionnaire, qui dénonce les politiques de contournement libéral du gouvernement et de l'opposition bourgeoise, soutient les revendications populaires en termes d'emploi, de dignité et de liberté et s'engage dans les protestations populaires qui exigent un développement régional juste, la justice sociale et la liquidation de « l'héritage autoritaire ». Mais le gouvernement tente désespérément de porter une atteinte politique aux composantes de la gauche

révolutionnaire, en tant qu'opposant radical à sa politique économique libérale héritée de l'époque précédente.

Comme nous l'avons dit dans le passé, notre soutien inconditionnel en tant que gauche révolutionnaire à la liberté de création artistique ne signifie pas notre soutien aux créations « artistiques » de bas-niveau et aux goûts « esthétiques » médiocres et provocateurs aux sentiments du peuple, et nous considérons que ces pratiques nous rappellent ce qui s'est passé avec les précédents films qui étaient destinés à la distribution à l'étranger et aux cérémonies sionistes dont la gauche révolutionnaire n'est point responsable. Toutefois, cela ne justifie pas les attaques portées aux libertés publiques et individuelles et n'innocente pas le gouvernement de s'être impliqué à plusieurs reprises en assurant une couverture politique, sécuritaire et judiciaire à la violence des groupes salafistes et en les encourageant à terroriser les citoyens en vue d'étrangler les marges des libertés publiques et privées, et manœuvrer scélératement contre les jeunes, les femmes et les enfants.

Qu'il s'en aille ce gouvernement raté, et que l'Union générale tunisienne du travail prenne ses responsabilités historiques pour former un gouvernement ouvrier et populaire antilibéral !

Ligue le la Gauche Ouvrière (Tunisie)

P.-S.

* Traduit de l'arabe par Rafik Khalfaou.